

Article 21 du Règlement

augmenté de 15 p. 100. Il n'a d'autre alternative que déménager aux États-Unis ou fermer ses portes. Quoi qu'il décide, ce droit à l'exportation de bois d'oeuvre aura tué une petite entreprise de ma circonscription et jeté des Canadiens sur le pavé.

* * *

[Français]

LE CANADIEN NATIONAL

L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE—LA DEMANDE D'UN MORATOIRE SUR LES MISES À PIED AFIN D'OBTENIR UN MEILLEUR SERVICE

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, en Abitibi-Témiscamingue, à Chapais et Chibougamau, nous nous battons depuis plusieurs mois avec l'appui de plusieurs intervenants de la région tels que les maires, les présidents des Chambres de commerce, les industriels, les employés du Canadien National et la population pour que le CN décrète un moratoire sur les mises à pied et pour qu'il nous fournisse un meilleur service.

Voici quelques exemples du mauvais service: les 24, 26 et 27 janvier 1987, le train 830, de Senneterre à Garneau, a été annulé parce qu'il n'y avait pas de locomotive. Voilà le service que le client reçoit chez nous. Nous avons demandé au CN un moratoire de quatre mois sur les mises à pied dans le but d'effectuer une étude sur la problématique du réseau ferroviaire.

La réponse du 13 février 1987 du CN à notre demande n'est pas acceptable.

Monsieur le Président, surprise, hier le 17 février: le PDG, Ron Lawless, a annoncé le début d'une étude complète sur la structure administrative de la compagnie. Le mémo se lit comme il suit: L'étude est menée par un petit groupe de cadres supérieurs assistés par la firme de consultants Booz-Allen et Hamilton. Des agents de la maison de consultants, accompagnés de représentants des services touchés, visiteront le réseau au cours des prochaines semaines dans le but d'observer et de retracer le processus administratif du CN.

Aujourd'hui, l'espoir est faussé par certains dirigeants du CN, mais lorsque l'Abitibi-Témiscamingue est remise en question, je réplique et je me bats.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE BUDGET—LES ATTENTES DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, dans quelques heures, le ministre des Finances (M. Wilson) devra faire un discours sur son troisième budget. On devrait dire de son troisième budget et demi.

Monsieur le Président, je pense que les personnes âgées seraient en droit de s'attendre à ce que ce gouvernement corrige différentes injustices qu'il a causées à leur endroit depuis l'élection du gouvernement conservateur en 1984. Évidemment, je veux parler d'étendre l'allocation au conjoint à toutes personnes seules, célibataires, séparées ou divorcées; deuxièmement, de donner un remboursement immédiatement aux

35 000 préretraités de 1985 qui ont été privés de leurs prestations d'assurance-chômage; troisièmement, de continuer ce qu'on appelle une véritable réforme au niveau des politiques de retraite, au niveau de l'indexation d'un régime de pension privé et de l'amélioration des prestations des régimes publics; quatrièmement, d'assurer, comme le gouvernement l'avait promis en 1984, la participation des 3 millions de femmes au foyer aux programmes à la Régie des rentes du Québec et au Régime de pensions du Canada; et, cinquièmement, au niveau des politiques de la famille, de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

Monsieur le Président, je termine et j'ose espérer que cet après-midi, à 16 h 30, la population âgée et les familles recevront de bonnes nouvelles.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LES JEUX D'HIVER DU CANADA

LE SUCCÈS DE L'INAUGURATION—FÉLICITATIONS AUX ORGANISATEURS BÉNÉVOLES DE LA RÉGION

M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, vendredi dernier, j'ai prêté à juste titre que dimanche, l'inauguration officielle des Jeux d'hiver du Canada pour 1987 serait inoubliable. Le premier ministre (M. Mulroney) et sa femme nous ont fait l'honneur de leur présence. Le Cap-Breton a réservé un accueil chaleureux au premier ministre, et souhaite vivement son retour.

Hier, le ministre de la Condition physique et du Sport amateur (M. Jelinek), très compétent, très doué et un grand sportif, a officiellement inauguré la piste de ski de Cape Smokey, dans le comté de Victoria. Des centaines de bénévoles de cette région travaillent d'arrache-pied, monsieur le Président, pour assurer le bon déroulement des compétitions de ski.

Les habitants du Cap-Breton ont raison d'être fiers. Au delà de 6 000 bénévoles ont offert leurs services pour ces Jeux. Dans le cadre des festivités, se déroule également un festival culturel. Notre région regorge de talents qui auront à cette occasion une audience nationale. Je tiens à féliciter mes électeurs et la population du Cap-Breton tout entière pour ce formidable lancement. C'est avec fierté que je les représente.

* * *

LES INSECTICIDES

LES PLAINTES DES AGRICULTEURS CONTRE LES FABRICANTS DE PRODUITS CHIMIQUES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, les députés savent que les agriculteurs n'ont ni le temps ni l'argent pour poursuivre les fabricants de produits chimiques devant les tribunaux lorsque les insecticides ne sont pas efficaces. Beaucoup d'agriculteurs m'ont écrit pour me faire part de leur sentiment d'impuissance devant la situation. L'un d'eux me disait:

Je pense que vous avez raison lorsque vous affirmez que le problème est très répandu, seulement, nous n'avons aucun recours.